



INFORMER SUR

L'INFORMATION – LES MÉDIAS –
– LES JOURNALISMES



Le spectre des « casseurs » et des « extrémistes » hante *Le Figaro*

par Benjamin Accardo, Christophe Trombert, le 18 février 2013

À peine une nouvelle journée de mobilisation syndicale et sociale était-elle prévue le 12 février par la CGT et FO à l'occasion d'un comité central d'entreprise de la société Goodyear (dont on rappelle que la direction a décidé le 31 janvier dernier de fermer son usine d'Amiens-Nord qui emploie 1173 salariés) que retentit le tocsin figaresque : attention aux casseurs ! Certes, alors que se multiplient les conflits sociaux, nul ne s'étonnera de lire dans *Le Figaro*, quotidien d'opinion et engagé, des éditoriaux violemment anti-syndicaux ... Là où le bât blesse, c'est que le contenu des articles destinés, en principe, à informer sur les mobilisations en cours, est à peine différent, véhémence mise à part, des articles de commentaire.

Le 31 janvier, dans un article au titre évocateur, « Les pyromanes de l'industrie », l'éditorialiste Gaëtan Capèle décrivait avec acrimonie « une lutte des classes d'un autre temps (...) bernés par une poignée d'extrémistes (...) quelques dizaines d'excités vandalisent l'usine [PSA-Aulnay] et terrorisent en toute impunité les non-grévistes (...) défenseurs autoproclamés de la classe ouvrière (...) imprégnés de corporatisme et murés dans leur conservatisme (...) Combien de temps encore tolérera-t-on les outrances de ces pyromanes de l'industrie ? » Ce genre de diatribe intemporelle, qui fleure bon la peur du « péril rouge », n'a pas pour principale vertu l'originalité. Mais elle traduit sans doute une sensibilité politique d'une partie du pays – au moins celle du journaliste et des lecteurs du *Figaro* –, et s'inscrit pleinement dans la ligne éditoriale du journal...

Le risque serait cependant que cette phobie assumée de la conflictualité sociale et ce parti pris patronal systématique débordent les espaces éditoriaux réservés aux prises de position, et imprègnent les articles d'information qui traitent de l'actualité de la contestation sociale... Sous ce rapport, et sans que cela soit une réelle surprise [1], il faut bien constater que les deux articles aux titres évocateurs, « [Front social : le spectre des casseurs](#) » et « [Des syndicats débordés par des leaders extrémistes](#) », parus le 6 février, ont lamentablement échoué ! Prétendant faire le point sur les mobilisations à venir de salariés en lutte et sur les syndicalistes à la tête de ces mouvements, les deux articles ont en réalité un seul et même objet : alimenter la criminalisation et les suspicions de manipulation politique de la contestation, à partir de sources soigneusement choisies, sans présenter le moindre fait avéré ou donner la parole aux intéressés...

Criminalisation préventive

Sans doute traumatisé par la violence insoutenable du « saccage » du [parc informatique d'un bureau de la sous-préfecture de Compiègne](#) le 21 avril 2009 par les Conti ou de la [sauvage agression de quelques pots de fleurs](#) le 12 décembre dernier à Poissy en marge d'une manifestation des salariés de PSA-Aulnay, l'auteur de « Front social : le spectre des casseurs » prévoit le pire... Outre que l'évocation de casseurs assimile d'emblée les salariés à des délinquants potentiels, l'emploi du mot *spectre* n'est pas anodin : fantôme hâve et livide ou organisation tentaculaire et maléfique, le terme suggère des images repoussantes et effrayantes. Mais surtout, « informer » sur les spectres est évidemment le comble pour un journalisme d'information et particulièrement un journalisme d'enquête sociale...

Dès le chapeau introductif, le ton est donné : « *Le ministère de l'Intérieur s'attend à une action musclée de l'extrême gauche, le 12 février, au siège de Goodyear, à Rueil-Malmaison. Les durs de la CGT menacent aussi d'agir, ce jour-là, à Paris. Un test pour Manuel Valls.* » Et les premières lignes de l'article sonnent comme la bande annonce d'un film d'action : « *Dans les services de police, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre : les durs de la CGT voudraient mener des opérations coups de poing à Paris même.* » Le rédacteur rapporte ensuite que « *l'affaire a été le sujet de préoccupation des plus hauts responsables policiers parisiens réunis autour du préfet de police, Bernard Boucault, le 30 janvier [...]* » et que « *la préfecture du Bas-Rhin a évoqué "quelques éléments particulièrement violents et déterminés à blesser et à casser"* ». Et le journaliste de résumer la situation : « *En clair : le ministère de l'Intérieur redoute le retour des casseurs.* »

Mais de quels casseurs parle-t-on ? Que l'autorité policière prépare avec sérieux une éventuelle confrontation avec le groupe de manifestants fait partie de ses prérogatives. Des « heurts » et des « échauffourées » sont de l'ordre du possible et ont déjà eu lieu dans le passé. Il n'y a pas là de quoi s'en étonner.

Mais l'accumulation des craintes de policiers cités textuellement (« *Les plus radicaux des coordinations syndicales se fédèrent pour monter sur la capitale* »), mises bout à bout avec les interrogations de responsables politiques, agrégées à la vague perplexité des responsables syndicaux (« *Dans ce genre d'action, on ne sait pas très bien ce qui peut se passer...* ») dramatise démesurément ce qui reste une manifestation de salariés, certes en colère, en les transformant, par hypothèse, en une horde de vandales aveuglés par la haine. Philippe Poutou, du Nouveau Parti anticapitaliste mobiliserait même « ses troupes » pour l'occasion...

Poussant encore plus loin l'insinuation, le journaliste peaufine son travail d'assimilation des syndicalistes à de potentiels délinquants : « *Les plus durs auraient, selon les autorités, des liens avec les cités avoisinantes, comme à Amiens-Nord.* » Mais de quels liens au juste s'agit-il ? Les syndicalistes y habitent-ils ? Y ont-ils de la famille ? Des

amis ? Ou bien, suprême cauchemar, y ourdissent-ils un complot avec la jeunesse des cités ? De tout cela, l'article ne dit mot, et puisque chacun sait que les quartiers d'Amiens-Nord ne sont peuplés que de délinquants et de casseurs, le journaliste peut se contenter de cette allusion sournoise...

En revanche l'article se fait plus discret sur le contexte socio-économique qui peut éventuellement expliquer le durcissement du mouvement syndical. Pas un mot sur l'apparente impuissance du gouvernement à enrayer la multiplication des plans sociaux, ou sur le pourrissement de certains de ces conflits depuis de longues années. Il n'y a que prétextes et casseurs. Pis encore, est-il suggéré en fin d'article, ils seraient manipulés : « *Lutte ouvrière agit en sous-main pour les aiguillonner* », confie un policier local dont le limier du *Figaro* se fait l'écho...

Personnalisation de la contestation et infantilisation des contestataires

C'est le second article du 6 janvier, « Des syndicats débordés par des leaders extrémistes », qui sous prétexte d'expliquer les ressorts des conflits sociaux en cours chez PSA Aulnay, Goodyear (Amiens) et Arcelor Mittal (Florange) se charge de développer ce thème de l'entraînement des salariés par leurs représentants syndicaux.

Là encore, l'entrée en matière est ébouriffante : « *Jean-Pierre Mercier, Mickaël Wamen, Édouard Martin... grâce à leur charisme et à leur effet d'entraînement, ces trois leaders syndicaux sont sous les feux des caméras. À eux seuls, ils monopolisent la parole et donnent de la France l'image d'un pays qui lutte contre la mondialisation, le capitalisme... Et ce, avec la bénédiction, plus ou moins voulue, de leur direction confédérale.* » Heureusement, il y a peu de risque que les trois syndicalistes « extrémistes » (*sic*) « monopolisent la parole » dans cet article du *Figaro* : le journaliste ne les citera pas une seule fois et n'évoquera pas même une tentative d'interview...

On sourira en passant de l'argument, aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même, de l'entraînement des masses par le charisme et l'action habile (voire secrète) de quelques subversifs. Il serait en effet pénible pour le lecteur du *Figaro* de concevoir que seul un mouvement social collectif fait exister publiquement un représentant syndical et que ce n'est jamais celui-ci qui crée la vague de colère qui le porte... Quant à l'idée de confédérations qui béniraient les syndicalistes « extrémistes », tout en le voulant « plus ou moins » (plutôt plus ? Plutôt moins ? Plus que moins ? Ca dépend des jours ?), elle illustre bien la rigueur de « l'enquête » et la précision des informations apportées...

La suite de l'article est à l'avenant, faisant intervenir deux mystérieux experts qui livrent leurs analyses toute personnelles et quelques considérations de haute stratégie politique et syndicale : « *Ce sont des fortes personnalités qui tiennent un discours différent, **rapporte***

un expert en relations sociales. Ils sont les seuls à s'exprimer car, bien souvent, les leaders des confédérations n'ont rien à dire, faute d'idées ou de stratégie alternative à opposer." C'est notamment le cas aujourd'hui avec la CGT, contente de l'image de combat renvoyée par Jean-Pierre Mercier chez PSA Aulnay et Mickaël Wamen chez Goodyear Amiens. "Leur discours est relayé au plan politique par Lutte ouvrière et le Front de gauche, **juge un spécialiste des syndicats.** Il permet à Bernard Thibault de présenter à François Hollande l'image d'un syndicat contestataire." »

Deux points de vue anonymes indispensables qui révèlent donc pour le premier que nos « extrémistes » sont de fortes personnalités et que les directions syndicales n'ont rien à dire, tandis que le second proclame que des partis de gauche soutiennent les salariés en grève (ça alors !) et que la CGT trouverait son compte à un peu de conflictualité sociale (ce qui est original, pour un syndicat de salariés).

Après ces laborieuses « analyses », le rédacteur en revient à ses véritables préoccupations : démontrer que les figures syndicales du moment sont de dangereux agitateurs. Ce que confirme le troisième « savant » convoqué, Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail qui assène que « *Jean-Pierre Mercier utilise le syndicalisme comme un levier pour parvenir à la révolution* »... Et le rédacteur d'apporter la preuve ultime de l'existence de cet agenda caché : « *Mercier, Wamen et consorts* », qui « *ne cachent d'ailleurs pas la finalité de leurs actes* », furent... candidats aux élections sous les étiquettes respectives de Lutte ouvrière et du Front de gauche. Un défaut apparemment rédhibitoire pour un journaliste qui est moins sourcilieux quand il s'agit de choisir ses informateurs...

En effet, l'auteur de l'article n'est pas très loquace sur l'Institut supérieur du Travail que dirige Bernard Vivier... Et pour cause : fondé en 1969 par un ancien collabo (Claude Hamel) et ayant permis le recyclage de quelques militants de l'extrême droite des années 1960-1970 (Hervé Novelli, Xavier Raufer), l'IST est un centre de formation et un institut d'étude sur les relations sociales presque exclusivement financé par des commandes patronales !

Après son réquisitoire imparable, le plumitif du *Figaro* cherche à se montrer magnanime et nuancé en prouvant qu'il ne met pas tous les syndicalistes dans le même panier... Avec l'aide de Bernard Vivier, il s'emploie donc à séparer le bon grain de l'ivraie : « *C'est [Édouard Martin] une belle gueule qui souffre, assure Bernard Vivier. Même s'il se sent trahi, son combat n'est pas teinté d'idéologie politique.* » Pour achever de rassurer le lecteur inquiet et comme ultime gage de pluralisme, l'article se conclut sur les deux seules citations de syndicalistes : celle d'un interlocuteur non identifié au siège de la CFDT qui assure au sujet d'Édouard Martin qu'« *il n'y a pas de différence de fond avec Laurent Berger, dont il est proche et avec lequel il est en contact* » ; et celle de Jean-Dominique Simonpoli, directeur de l'association Dialogue et ex-responsable de la fédération

CGT des banques et assurances qui garantit qu'« *une coagulation de la contestation n'est pas à l'ordre du jour* »... Ouf !

Une opération de « criminalisation préventive » qui sous-traite à des responsables policiers et gouvernementaux le soin de dénoncer par anticipation d'hypothétiques « *opération coups de poing* », des « *débordements* », des « *fauteurs de troubles* », des « *jusqu'aboutistes* », une « *cinquantaine d'énervés* », « *imprévisibles* », « *qui veulent en découdre* »... Des experts non identifiés ou aux orientations idéologiques pour le moins marquées (et non signalées) qui intentent des procès d'intention politiques aux leaders de la contestation tout en infantilisant des salariés mobilisés décrits comme étant sous le joug de leurs représentants...

Deux articles portant sur des syndicalistes et des salariés en lutte sans jamais en interviewer un seul, sans jamais citer une seule de leurs déclarations et sans jamais rapporter un fait ou une action précise. Deux articles horriblement bavards en somme, qui n'informent sur rien : ils insinuent, ils suggèrent, ils spéculent... Autant de procédés bien rôdés qui ont l'inconvénient de réduire l'information à son commentaire, et l'avantage de permettre, après avoir pris connaissance de l'édito, de s'épargner la lecture du *Figaro* !

Notes

[1] *Le Figaro* est en effet coutumier de ce genre de couverture partielle et accusatoire des mouvements sociaux, voir par exemple ici-même « [Mouvement universitaire : Le Figaro, quotidien contestataire de la contestation](#) ».